

NON À L'IMPUNITÉ: POUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES AU SÉNÉGAL

;

;

© 2018, RADI



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108103-001-Sexual abuse and access to justice for rural women in West Africa

R.A.D.I
Réseau Africain pour le
Développement Intégré



A.N.I.D
African Network for
Integrated Development

NON À L'IMPUNITÉ !

Pour l'amélioration de l'accès à la justice des femmes rurales du Sénégal
victimes de violences sexuelles





NON À L'IMPUNITÉ !

**Pour l'amélioration
de l'accès à la justice
des femmes rurales du Sénégal
victimes de violences sexuelles**

- Mai 2018 -

SOMMAIRE

Que retenir de cette recherche ?	5
Quel est le problème ?	6
Que révèlent les chiffres ?	7
Qui sont les victimes ?	10
Que savons-nous des auteurs ?	12
Quel est le cadre juridico-légal ?	13
Pourquoi l'impunité est souvent la règle ?	19
Quelles sont les solutions préconisées ?	22



Que retenir de cette recherche ?

- Si les violences sexuelles peuvent toucher toutes les femmes et les filles, du simple fait de leur appartenance à une catégorie de sexe, la ruralité apparaît comme un facteur aggravant.
- 67.9% des victimes de violences sexuelles à Kolda sont âgées entre 18 et 29 ans, 93.1% sont mariées, 55% d'entre elles ne sont pas instruites, 41.5% sont des femmes au foyer, seules 26.4% du reste de l'échantillon s'activent dans le maraichage et 13.3% dans le petit commerce. 98% sont des peuls.
- Les auteurs des violences sont essentiellement des proches ou personnes connues des victimes. 56.2% sont de proches parents, 9.5% sont des conjoints des victimes et 21.5% des inconnus. Les 12.8% restants sont des amis de la famille, des voisins, etc.
- Sur les 330 femmes interviewées, 46 ont déclaré avoir été victimes de violences sexuelles, soit 14%. Les types de violences répertoriés chez les victimes directes sont la consommation de mariage précoce et de mariage forcé, les mutilations génitales féminines/excision, le viol et le viol conjugal.
- Le dispositif juridico-légal et législatif du Sénégal est fourni et est favorable à la sanction pénale des auteurs d'agressions sexuelles même s'il n'a pas légiféré sur le viol conjugal et la consommation du mariage précoce entre 13 et 16 ans, ni criminaliser le viol.
- Le milieu rural sénégalais est marqué par une duplicité des systèmes de justice, formelle et non formelle plus proche des communautés et à priori plus accessible.
- Malgré un arsenal juridique étoffé et une société civile dynamique, les violences sexistes, en particulier sexuelles, contre les femmes rurales restent généralement impunies et banalisées du fait de nombreuses entraves à l'exercice de la loi liées entre autres aux normes sociales, au manque d'infrastructures et de personnel judiciaires et sanitaires et à la pratique de la loi.
- Sur la base des résultats de cette recherche, le RADI propose une stratégie de 5 axes qui vise à lutter contre les violences sexuelles et l'impunité. Cette stratégie mise sur la mise en place de Comités d'autonomisation des femmes qui sont au cœur de la lutte contre les violences sexuelles soutenues par les hommes de leurs communautés (jeunes filles et hommes, collégiens, pères de famille, Chefs de village, Imams, Leaders d'opinions, etc.). Ces Comités utilisent les résultats de cette recherche pour construire leur action de renforcement des capacités, de sensibilisation et de plaidoyer. L'objectif est de déconstruire les normes sociales qui perpétuent les violences sexuelles, promouvoir de nouveaux paradigmes d'éducation sur l'égalité homme/femme et sensibiliser sur les mécanismes de saisine de la justice en vue de réduire l'influence de la justice non formelle.



Quel est le problème

Au Sénégal, à l'instar des autres pays d'Afrique de l'Ouest, les femmes et les filles demeurent les principales victimes des violences sexistes et sexuelles en particulier. Ces violences sexuelles représentent plus de 50% des cas de violences faites aux femmes enregistrées par les structures judiciaires et médicales avec une prédominance du viol (ONU-Femmes, 2012, AFARD 2013, GESTES, 2015).

Les violences sexuelles relèvent des questions de droits de l'homme, de sécurité et de développement. Elles sont un vrai problème de société et nous concernent tous. Elles entraînent de multiples conséquences dévastatrices aussi bien chez les victimes que dans les communautés.

Si les violences sexuelles peuvent toucher toutes les femmes et les filles, du simple fait de leur appartenance à une catégorie de sexe, la ruralité apparaît comme un facteur aggravant. Sujets tabous et ancrés dans une dynamique de rapports de force inégaux, les agressions sexuelles sont davantage dissimulées en milieu rural et n'ont pas toujours fait l'objet d'investigations scientifiques, parce qu'étant un monde caché (Chambers, 2010).

Au Sénégal, l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles demeure un défi tenace surtout pour les femmes rurales, généralement éloignées des infrastructures de justice, ayant peu accès aux informations, peu ou pas instruites et vivant dans un contexte où les pesanteurs socioculturelles sont plus prégnantes. Cette situation engendre ainsi un grand écart entre la situation de juré et celle de facto.

Le milieu rural sénégalais se caractérise également par une duplicité des systèmes de justice, formelle et non formelle plus proche des communautés et à priori plus accessible.

Pourtant, le Sénégal a fait des progrès significatifs au plan normatif en procédant notamment à un important travail de ratification d'instruments internationaux et d'intégration dans sa législation de dispositions relatives à la plupart des violences sexuelles. De plus, d'importants efforts ont été déployés aux niveaux institutionnel et politique pour lutter contre la violence à l'encontre des enfants en général.

En outre, le pays se distingue par l'existence d'une société civile bien ancrée et active sur toute l'étendue du territoire et qui se montre très dynamique dans la lutte contre les violences sexistes, en général. Malgré ce contexte en principe favorable, les violences sexistes, en particulier sexuelles, contre les femmes restent généralement impunies et banalisées.

Le projet de recherche-action au Sénégal menée par le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI), avec l'appui du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada révèle les causes profondes de l'impunité des violences sexuelles en zones rurales au Sénégal et suggère des solutions.

Ce présent document a pour objectif d'une part d'informer sur la prévalence des violences sexuelles dans la zone cible, les causes et les conséquences, de présenter le cadre juridico-institutionnel, le tissu associatif et d'autre part, de décrire les facteurs entravant l'accès à la justice avant de proposer des solutions pour mettre fin à l'impunité. Il est essentiellement destiné aux décideurs, aux organisations de défense des droits des femmes et à tous les acteurs de terrain qui font face au quotidien à la problématique de la prise en charge des victimes de violences sexuelles.



Que révèlent les chiffres

Qu'entend-on par violences sexuelles ?

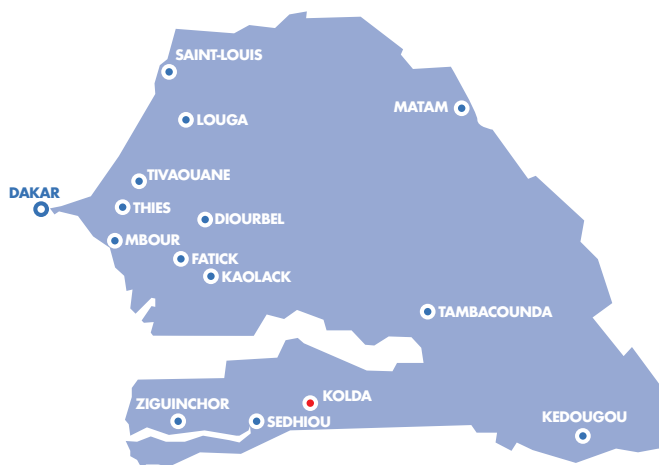
L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2010) définit les violences sexuelles comme : « *tout acte sexuel, tentative pour obtenir un acte sexuel, commentaires ou avances de nature sexuelle ou actes visant à un trafic ou autrement dirigés contre la sexualité d'une personne en utilisant la coercition, commis par une personne indépendamment de sa relation avec la victime, dans tout contexte, y compris, mais sans s'y limiter, le foyer et le travail* ».

Cette définition restreinte de la violence sexuelle se limite essentiellement à l'acte ou à la tentative pour obtenir l'acte sexuel. Elle ne prend pas en compte l'ensemble des violations sexuelles auxquelles les femmes sont confrontées parmi lesquelles, les Mutilations Génitales Féminines/excision et la consommation du mariage forcé et précoce.

De ce fait, la notion de violence sexuelle est utilisée ici dans son sens générique qui inclut tous les types pris en compte par la définition de l'OMS mais en allant au-delà. Elle désigne ici un phénomène multiforme qui recouvre de nombreuses formes de violences, telles que le viol, le harcèlement sexuel, l'attouchement, la pédophilie, la consommation du mariage forcé, la consommation du mariage précoce, les mutilations génitales/excision et toute autre forme de violence sexuelle pouvant inclure des traitements humiliants à caractère sexuel.

Que révèlent les registres de la justice au niveau de la région de Kolda ?

Dans un contexte où la dénonciation, inhibée par des pesanteurs socioculturelles fortement ancrées, est l'exception à la règle, plusieurs difficultés obstruent la connaissance réelle de l'étendue des violences sexuelles en zone rurale à Kolda. Cela dit, les données recueillies auprès des tribunaux de Grande Instance et d'Instance de Kolda donnent une idée de l'ampleur des violences sexuelles particulièrement du viol des jeunes filles de moins de 13 ans, du viol collectif et de la pédophilie.



Types et prévalence des violences sexuelles parmi les cas de VBG enregistrés par les Tribunaux de Kolda entre 2012 et 2016

Année	Viol des moins de 13 ans	Pédophilie	Menaces de mort	Harcèlement sexuel	Violences et voies de fait	Coups et blessures volontaires	Attentats à la pudeur avec violences	Total
2016	33	13	1	1	-	8	9	65
2015	41	7	1	-	-	5	7	61
2014	11	-	2	-	-	6	7	26
2013	13	1	1	-	-	14	2	31
2012	57	-	8	-	13	9	15	102
Total	155	21	13	1	13	42	40	285

Entre 2012 et 2016, 155 cas de viol sur des filles mineures âgées de moins de 13 ans ont été enregistrés au Tribunal de Kolda. L'année 2012 a connu un fort taux avec 57 cas avant de baisser entre 2013 (13) et 2014 (11) pour rebondir entre 2015 et 2016 avec respectivement 41 et 33 cas. Un autre phénomène assez récent dans la région de Kolda est le viol collectif dont deux cas ont été jugés par le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Kolda. En 2016, deux élèves ont perpétré un viol collectif sur une fille de 18 ans. Le TGI de Kolda a condamné à 10 ans de prison ferme les auteurs avec une amende de 250 000 FCFA. En 2014, un conducteur de moto « Djakarta » et ses deux amis ont été condamnés par le TGI à 10 ans de prison ferme pour un viol collectif sur une fille de 17 ans. Concernant la pédophilie, de 2012 à 2016, 21 cas ont atterri au Tribunal.

Toujours dans les tribunaux de Kolda, constat est fait qu'il n'existe pas de données sur des violences sexuelles comme la consommation du mariage précoce, forcé ou le viol conjugal. La principale raison est que les familles sont les principales instigatrices de la consommation du mariage précoce/forcé. Quant au viol conjugal, c'est un acte qui n'est ni pénalement ni socialement reconnu, même la notion est inconnue.

Il ressort également des données secondaires un taux important de grossesses précoces, en particulier en milieu scolaire, résultant généralement du mariage précoce ou du viol. A ce sujet, des acteurs non-étatiques, essentiellement des organisations de la société civile, intervenant dans la lutte contre les violences sexuelles, ont fourni quelques données parcellaires.

En 2016, 1162 cas de grossesse précoce ont été répertoriés, en milieu scolaire, chez les adolescentes de 13 à 19 ans, sur toute l'étendue du territoire sénégalais.

Un rapport du Groupe pour l'Etude et l'Enseignement de la Population (GEEP⁴) montre que les régions situées au Sud du Sénégal font partie des plus touchées, particulièrement Kolda avec 102 cas et 164 cas à Ziguinchor. Le rapport révèle que 48.4% des filles-mères sont âgées de 13 à 15 ans.

Ce même groupe avait recensé au Sénégal 1971 cas de grossesse précoce sur la période allant de 2010 à 2014. Les filles étaient âgées de 13 à 19 ans dont 60.75% de célibataires. La zone Sud enregistrait aussi les plus forts taux avec Sédhiou (30%), Ziguinchor (19%) et Kolda (9%). Dans le cadre d'un projet financé par ONU-Femmes dans l'arrondissement de Dialambéré et portant sur les mariages et les grossesses précoces en milieu scolaire entre 2015 et 2016, l'ONG OFAD/ Nafore (Kolda) avait répertorié 20 cas de grossesse précoce dans deux collèges de Dialambéré, 4 dans un collège de Bagadadji et 16 à Mbouki. Pour terminer, l'Inspection Médicale des Ecoles (IME) de Kolda a recensé 63 cas de grossesse précoce entre 2014 et 2015, rien qu'en milieu scolaire. Parmi elles, seules 10 à 15 filles ont pu réintégrer le système scolaire.

Toutefois, entre 2015 et 2016, l'IME a constaté une baisse des grossesses précoces en milieu scolaire qui sont passées de 63 à 40 cas dont 99% découlent d'abus sexuels. Cette structure sonne également l'alerte sur le niveau élevé de séropositivité en milieu scolaire avec 40 cas. En ce qui concerne la consommation de mariage précoce/forcé, selon l'ONG La Lumière de Kolda, sur les 100 enfants qui transitent en moyenne par an dans son Centre d'écoute et d'hébergement, au moins 25 sont des victimes de mariage précoce.

Quand les victimes se racontent !

AS et MS (Ndorna), deux jeunes sœurs victimes respectivement de mariage précoce forcé et de viol suivi de grossesse

AS, 25 ans aujourd'hui, victime de mariage précoce forcé à 14 ans, avec un homme de 36 ans son aîné, nous raconte l'histoire de MS, sa sœur de 16 ans, victime de viol à l'âge de 12 ans.

AS a été donnée de force en mariage à un ami de son grand-père, venu de la Guinée s'installer dans leur village, en témoignage de la fidélité de ce dernier à son ami. En rejoignant le domicile conjugal, elle amenât avec elle sa petite sœur MS. Les années passèrent, MS grandissait et fréquentait l'école primaire du village quand un beau jour, AS remarqua que sa petite sœur était enceinte. Quand elle lui en parlât, la petite MS fut incapable de dire comment cela est arrivé. Le chef de ménage fit réunir toute la famille, les deux sœurs, son jeune fils et son neveu qui l'aidait dans les champs. Il menaça de jeter un mauvais sort à l'auteur mais aucun des 2 jeunes hommes n'admit le forfait. Ce n'est qu'une semaine plus tard que le neveu confessa avoir mis des somnifères dans la tasse thé de MS pour pouvoir abuser d'elle à sa guise.

MS est aujourd'hui mère d'un garçon de 4 ans et a arrêté ses études. Elle a un prétendant qui habite le village et qui veut l'épouser. Le père de l'enfant, quant à lui, a fui le village mais AS assure qu'il revient au village de temps en temps et se cache pour regarder son fils et repartir. Aucune sanction ne lui a été infligée.

Quand les victimes se racontent !

HB (Bonkonto), 46 ans, veuve avec 7 enfants, victime de mariage précoce forcé à 12 ans

A 12 ans, mon père m'a donné de force en mariage à un homme de 55 ans. J'avais catégoriquement refusé, mais mon père menaçait de chasser ma mère de la maison. J'ai été voir mon oncle maternel mais il m'avait dit à l'époque qu'il ne voulait pas avoir de problèmes avec mon père car ce dernier était une autorité dans le village. En fait, il était le Président de la Communauté rurale. Il était craint. Je me suis résignée à épouser le vieux que je détestais du fond de mon cœur. Quelques années seulement après le mariage, le vieux est décédé en me laissant 7 enfants. Les enfants de ma coépouse sont des adultes et vivent à Dakar avec leur mère. Ce sont eux qui ont construit la grande villa que vous voyez là. Quand les habitants du village me voient dans cette demeure, ils croient que je suis riche alors que je suis assise sur des braises quand je pense qu'ils peuvent m'expulser à tout moment. Déjà, mon fils qui vivait avec eux à Dakar a été chassé de leur maison parce qu'il a refusé de rentrer au village. Qu'est-ce qu'il va faire ici ? Il n'y a rien à faire ici. A mon âge, quand j'ai besoin de quelque chose, je vais voir ma mère, une vieille dame qui devait normalement compter sur moi. Voyez vous-mêmes, c'est elle qui m'a donné le savon que je tiens là. Quant à mon père, il n'a jamais eu de regret depuis toutes ces années et ne m'apporte aucune aide dans mon foyer. D'ailleurs, je ne lui parle toujours pas car je ne lui pardonnerais jamais ce qu'il m'a fait subir.

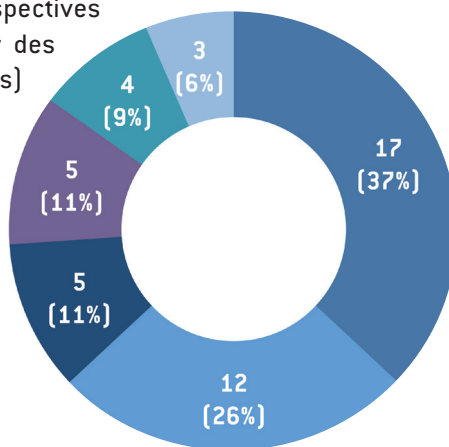
Typologie et prévalence des violences sexuelles dans les zones de collecte

Dans les quatre communes de Kolda où l'enquête s'est déroulée, sur les 330 femmes interviewées, 46 ont déclaré avoir été victimes de violences sexuelles, soit 14%. Les types de violences répertoriés chez les victimes directes sont la consommation de mariage précoce et de mariage forcé, les mutilations génitales féminines/excision, le viol et le viol conjugal. Le constat frappant est que ces différentes formes de violences sexuelles non seulement interagissent mais sont également tentaculaires. Ce qui explique qu'une victime d'excision peut être aussi victime de mariage précoce et/ou forcé qui engendre souvent une grossesse précoce et un viol conjugal et ainsi de suite.

Ces statistiques pourraient être largement revues à la hausse si les jeunes filles mineures - beaucoup plus touchées par ce phénomène social - avaient été intégrées à l'échantillon de l'étude. Le déni et la rétention d'information, qui ont été des difficultés constantes au cours de l'enquête, influent quelque peu sur la mesure de l'ampleur des violences sexuelles. Par ailleurs, sur l'ensemble de l'échantillon, soit 469 répondants, 102 (hommes et femmes) ont affirmé avoir entendu dans leurs localités respectives des cas de violences sexuelles perpétrées sur des filles et des femmes et 27 (hommes et femmes) l'ont vécu en tant que proches de victimes.

Types et prévalence des violences sexuelles dans les 4 communes cibles

- Consommation mariage précoce
- Consommation mariage forcé
- Viol
- Grossesse précoce
- MGF/Excision
- Viol conjugal



Mariage précoce



Mariage forcé



Viol



MGF / Excision



Viol conjugal



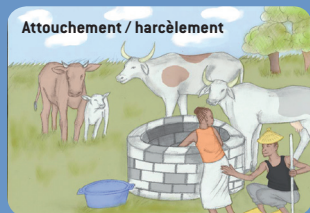
Pédophilie



Inceste



Attouchement / harcèlement





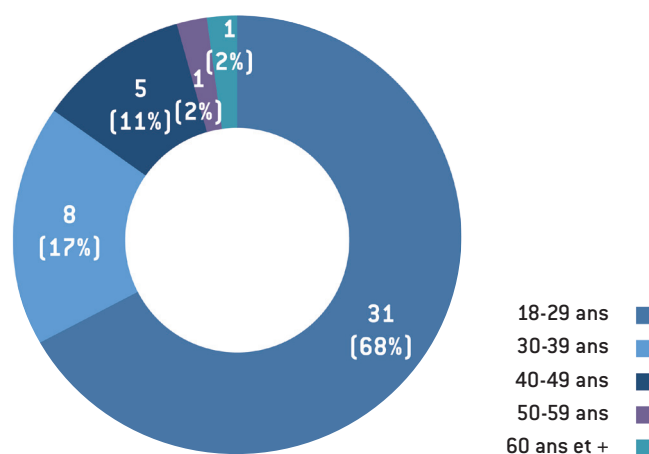
Qui sont les victimes

De ce qui ressort des résultats de la recherche, les victimes de violences sexuelles à Kolda sont essentiellement jeunes, 67.9% d'entre elles sont âgées entre 18 et 29 ans, 93.1 % sont mariées dont 55.5% dans des ménages monogames et 37.6% dans des ménages polygames, 55% d'entre elles ne sont pas instruites, seules 23.9% ont fait le primaire, 19% le niveau moyen et 2.1% le niveau secondaire et aucune d'entre elles n'a atteint le niveau supérieur. La plupart des victimes sont des femmes au foyer soit 41.5%, seules 26.4% s'activent dans le maraîchage et 13.3% dans le petit commerce. Enfin, 98% sont des Peuls.

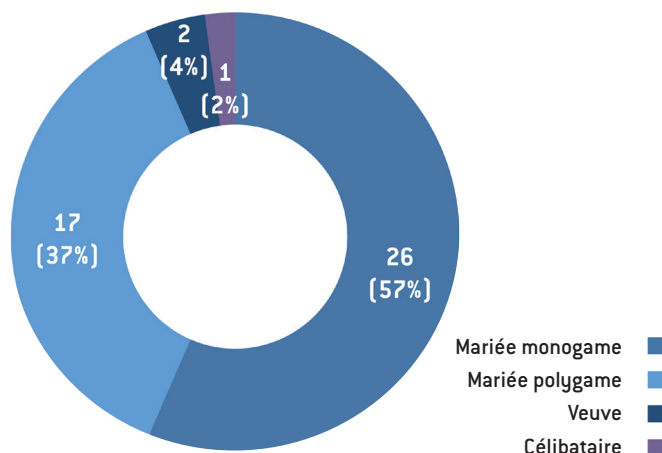


68% âgées entre 18 et 29 ans
55% non instruites
94% mariées

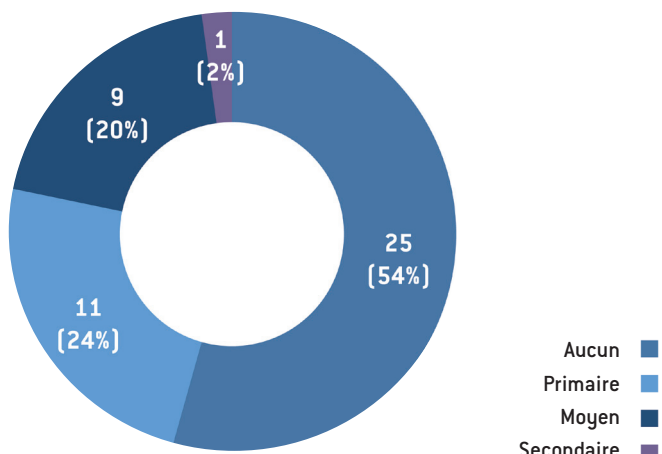
Répartition des victimes selon l'âge



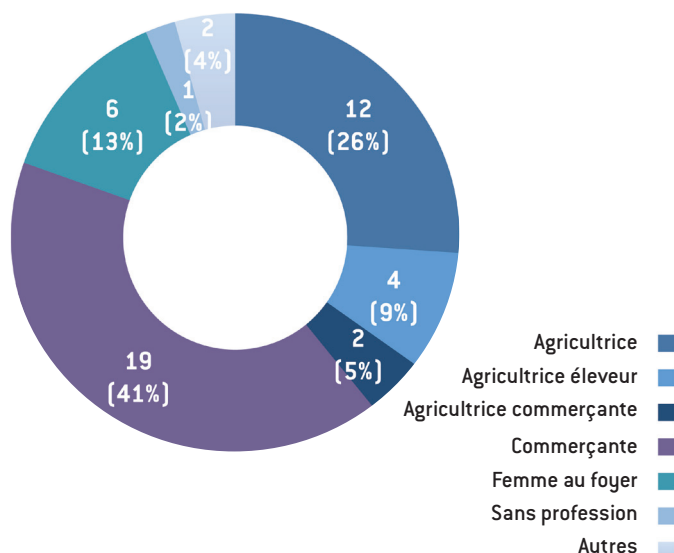
Répartition des victimes selon leur statut matrimonial



Répartition des victimes selon leur niveau d'instruction



Répartition des victimes selon leur activité



Quand les victimes se racontent !

SB (Bagadadji), 18 ans, femme mariée victime de viol suivi de grossesse

Je vis avec mes beaux-parents qui m'aiment bien. Au début, c'était difficile parce que mon père m'avait forcé ce mariage alors que je n'avais que 13 ans. J'avais pleuré et crié en vain. J'ai rejoint le domicile conjugal et nous avons consommé le mariage. Mon mari est resté quelque temps à la maison puis il est reparti à Dakar. Je suis resté avec ma belle-famille et me rendais de temps à temps chez mes parents. C'était ainsi 3 ans durant, mon époux étant à Dakar. Un jour, alors que je séjournais chez mes parents, j'ai été victime de viol : un ami de mon grand-frère a commis cet acte odieux. Je n'avais rien dit à personne à l'époque et j'étais revenue chez ma belle-famille. Mais, j'avais contracté une grossesse sans le savoir. C'était la honte totale et j'étais devenue la risée : « une femme enceinte d'un Djinn » car une femme dont le mari est absent depuis 3 ans ne pouvait tomber enceinte que d'un Djinn, me disait-on. Mon père, Chef de village, a réuni nos deux familles pour me demander des comptes sur ma grossesse et comment je l'avais contracté. J'ai dit la vérité en parlant de l'ami de mon grand-frère. Les personnes âgées, en particulier mon père et mon beau-père se sont longuement concertés avant de décider que mon mari reconnaîtra l'enfant et devra prendre soin de lui. C'était l'occasion également de le faire revenir au village. Depuis, mon enfant vit ici et il a deux ans. Mon violeur n'a jamais été inquiété. Il circule librement et continue même de venir à la maison sans que mon père ou aucun autre membre de la famille ne lui dise quoi que ce soit. Moi, quand il m'arrive de le voir, je l'abreuve d'injures.

SS (Ndorna), victime tour à tour d'un mariage précoce forcé et d'un mariage forcé

SS est aujourd'hui une mère au foyer de 20 ans avec 2 enfants dont l'aîné de 3 ans est issu de son premier mariage et le nourrisson de 4 mois est né de son dernier mariage.

« J'étais une petite fille qui vivait paisiblement avec sa famille. Mon cauchemar a commencé avec le décès de mon père. Quand papa était vivant, certains membres de la famille voulaient donner en mariage ma grande sœur de force. Mon père s'y est toujours opposé fermement et finalement, ma sœur est allée vivre à Dakar et s'est mariée par la suite par amour. Mais, quand papa est décédé, ces personnes sont revenues à la charge. Elles voulaient se venger de ma mère à qui elles reprochaient d'avoir trahi les valeurs traditionnelles si chères à la communauté. Ma mère, veuve, sans argent, n'était plus capable de me protéger. C'est ainsi que j'ai été mariée de force à un cousin alors que je n'avais que 12 ans. Ma famille a rusé et je ne sais comment, je me suis retrouvée chez ma belle-famille. Celle-ci m'a méprisé durant les 5 années passées chez elle parce que je n'aimais pas du tout leur fils et je ne m'en cachais pas. La naissance de notre enfant n'a pas amélioré notre mariage. Nous avons fini par divorcer. Je suis retournée à la maison familiale, j'avais 17 ans et un enfant à charge. Je croyais que j'étais sortie de l'auberge. En fait, mon cauchemar ne faisait que commencer. A peine deux années plus tard, on me redonnait de force en mariage cette fois-ci, avec un parfait inconnu. C'est l'enfant issu de cette union que j'allait (4 mois). Regardez-moi, je suis malade depuis mon premier accouchement. J'étais plus en chair avant mes mariages, mais depuis, chaque jour qui passe, je deviens plus petite, plus mince. Mon enfant est malade et je vis avec ma coépouse qui me regarde avec mépris. Je ne fais rien de mes journées à part m'occuper de cet enfant. Si j'ai besoin de quelque chose, soit je demande à mon mari soit je reste avec ma souffrance. »



Que savons-nous des auteurs

Les auteurs des violences sexuelles sont essentiellement des proches ou personnes connues des victimes.

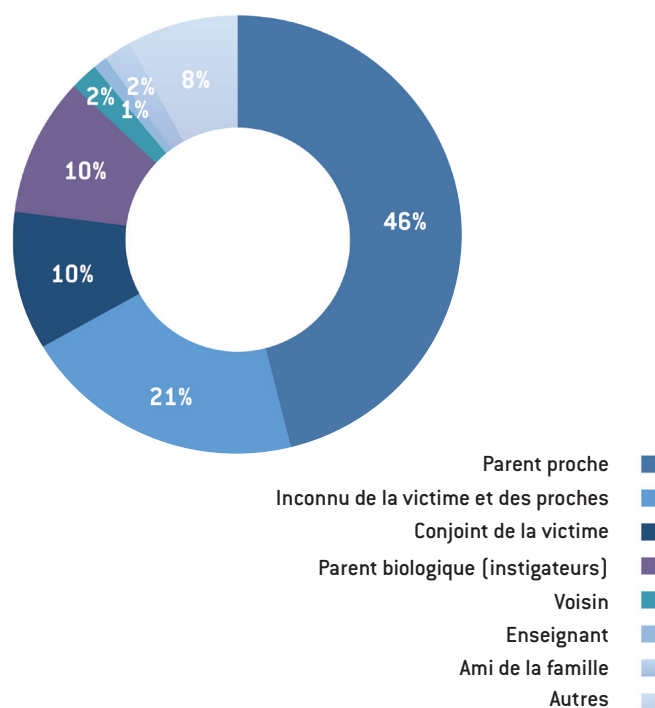
Les résultats de la recherche nous renseignent que 56.2% des auteurs de violences sexuelles sont de proches parents, 9.5% sont des conjoints des victimes et 21.5% des inconnus. Les 12.8% restants sont des amis de la famille, des voisins, etc. Notons que des cas d'inceste n'ont pas été mentionnés par les enquêtés. Dès lors, les parents biologiques sont ici des instigateurs, ou co-auteurs, de la consommation du mariage précoce/forcé et des MGF/excision.

Ainsi, 63.8% des mariages forcés sont initiés par les parents biologiques et les proches parents, en accord avec les propres parents, sont à l'initiative de 62.9% des mariages précoces, le plus souvent avec des cousins voire avec de parfaits inconnus généralement des nantis [51.6%]. Dans ces conditions, les victimes sont dans une logique d'accusation et considèrent leurs parents biologiques ou proches comme les seuls auteurs de ces mariages forcés et précoces car ce sont eux qui les ont engagés dans ces unions contre leur gré. En ce qui concerne les MGF/Excision, pour 69.5% des victimes et proches de victimes, les proches parents sont les principaux instigateurs. En effet, ce sont les tantes maternelles, les grand-mères et d'autres parentes très proches de la famille qui tiennent le plus à cette pratique traditionnelle. Il peut arriver que la mère de la jeune fille ne soit pas consentante mais son point de vue ne compte pas et son ménage peut même en être menacé.

Concernant les pratiques sexuelles non désirées et le viol conjugal, les conjoints sont exclusivement désignés respectivement à 56.3% et 21.9%. Pour le viol, les enquêtés affirment que les victimes n'ont aucun lien de parenté avec les agresseurs et qu'ils sont des inconnus dans 14.8% des cas. Les auteurs de viol sont également désignés dans les cas de grossesses précoces.

Paradoxalement, les enquêtés (victimes et proches de victimes) incriminent en plus les voisins pour ces mêmes cas de grossesse précoce. Aussi, les voisins sont-ils les auteurs inconnus des viols ? Les victimes et familles ont-elles peur de les dénoncer ? Les récits de vie de deux jeunes filles abusées sexuellement par des voisins sont éloquentes.

Profil des auteurs de violences sexuelles



A toutes ces formes de violences, s'ajoutent le harcèlement et les attouchements sexuels auxquels les femmes sont quotidiennement confrontées. Il s'agit de gestes obscènes, de commentaires déplacés de nature sexuelle, de sifflements ou encore de regards douteux. Ces actes sont tellement banalisés dans notre société que mêmes les femmes n'ont plus conscience de leur caractère sexuel. L'absence de réaction de la part des femmes est souvent interprétée par les auteurs comme un signe « d'ouverture » alors même que ces actes peuvent conduire à d'autres beaucoup plus graves tels que le viol.



Quel est le cadre juridico-légal

La lutte contre l'impunité des violences sexuelles requiert l'existence d'une législation adaptée et une application stricte de la loi. Au Sénégal, le dispositif juridico-légal et législatif est assez fourni et favorable. L'Etat a non seulement ratifié les principaux instruments internationaux et régionaux de protection des droits des femmes mais a également introduit dans sa législation, des dispositions qui répriment les violences sexistes, en général et sexuelles, en particulier. Il donne également une part importante à cette lutte dans son plan d'action d'égalité et d'équité des sexes.

Instruments internationaux et régionaux ratifiés

Le Sénégal a adopté en 1979, la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF). Il est signataire du Protocole de la Charte Africaine des Droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits de la femme en Afrique communément appelé Protocole de Maputo et l'a ratifié.

Depuis la Conférence de Beijing, le Sénégal a fait des avancées significatives dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Des plans d'actions ont été mis en œuvre dont certains sont d'ailleurs toujours en cours à l'instar entre autres du Plan d'Action National de Lutte contre la Traite des Personnes en particulier, des Femmes et des Enfants (2009-2013), du Plan d'Action pour l'Accélération de l'Abandon de l'Excision (2010-2015) et du Programme conjoint pour « l'Eradication des Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Promotion des Droits Humains des Femmes » avec le financement du Système des Nations Unies (SNU) à travers les agences de l'ONU Femmes, HCDH, UNFPA, UNESCO (2013-2016).

Législation pénale nationale

Depuis son indépendance en 1960, le Sénégal, à travers les Préambules de toutes ses Constitutions, dont celle du 22 Janvier 2001 a prévu une disposition sur « *la volonté de tous les citoyens, hommes et femmes, d'assumer un destin commun par la solidarité, le travail et l'engagement patriotique* » [cf. Constitution du 22 Janvier 2001], tout en considérant que « *la construction nationale repose sur la liberté individuelle et le respect de la personne humaine* ». Le Sénégal a aussi affirmé et réaffirmé de manière constante, sa volonté de « *Promouvoir et renforcer l'Etat de droit* » et de « *Promouvoir la justice avec des institutions fortes et un appareil judiciaire efficace* ».

Le législateur sénégalais, à travers la loi n° 99-05 du 29 janvier 1999, a matérialisé la volonté politique de l'Etat de mener une croisade plus intense contre les violences faites aux femmes en punissant pénalement les mutilations génitales féminines, le harcèlement sexuel et les violences conjugales. La Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre accorde une large part à la lutte contre les violences sexuelles comme condition importante de l'autonomisation des femmes. Mais, l'application des politiques et lois dans ce domaine est assez problématique. Pour certaines violences sexuelles comme le viol, la pédophilie, les mutilations génitales, le harcèlement sexuel et l'inceste, les textes sont sans équivoque. Elles sont considérées comme des délits pénaux et sont punies de peines correctionnelles.

Qualification des violences sexuelles dans la législation pénale nationale

Malgré leur importante prévalence au Sénégal et particulièrement à Kolda, les violences sexuelles restent généralement impunies pour diverses raisons dont certaines liées aux textes pénaux. Le droit pénal est dominé par le principe de la légalité des peines : « *nina pena sina lege* » (pas de peine sans loi). Selon ce principe, nul ne peut être poursuivi au pénal que si le fait à lui reprocher est explicitement qualifié de crime ou de délit par un texte. Ainsi, une violence sexuelle ne pourra être portée devant le juge et être sanctionnée au pénal que si une loi pénale la considère comme une infraction.

Le code de la famille fixe l'âge du mariage au Sénégal : homme âgé de plus de 18 ans et femme âgée de plus de 16 ans sauf dispense accordée par le Président du tribunal régional. Les mariages précoces sont interdits au Sénégal et ils sont frappés d'annulation lorsqu'ils sont portés à la connaissance du juge. Mais il faut avouer que cette annulation est difficile lorsque le mariage a duré (la femme a finalement atteint la majorité) et que des enfants en sont issus. La sanction du mariage précoce est civile et non pénale à l'égard des époux. Par contre, la consommation du mariage précoce sur une mineure de 13 ans fait l'objet d'une sanction pénale de deux à cinq ans d'emprisonnement. S'il en a résulté pour l'enfant des blessures graves, une infirmité, même temporaire, si les rapports ont entraîné la mort de l'enfant ou s'ils ont été accompagnés de violences, le coupable sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans. La loi laisse donc un vide juridique pour la consommation d'un mariage sur une mineure âgée entre 13 ans et 16 ans. Ce mariage reste précoce mais aucune sanction pénale n'est prévue.

Le mariage forcé est celui conclu sans le consentement libre et éclairé de chacun des deux époux. Les futurs époux doivent donc consentir personnellement au mariage. Ce consentement ne doit pas être surpris par l'erreur, extorqué par le dol, ni forcé par la violence ou la menace. Un mariage conclu sans le consentement des époux doit être annulé par le juge. Lorsque, pour la validité d'un mariage, la loi prescrit le consentement des père, mère ou autres personnes, et que l'officier de l'état civil ne se sera pas assuré de l'existence de ce consentement, il sera puni d'une amende de 25 000 à 60 000 francs et d'un emprisonnement de six mois au moins et d'un an au plus.

Les investigations ont montré que le viol conjugal est fréquent, mais il n'est pas puni par la loi. Il est communément admis que le consentement au mariage est un consentement aux relations sexuelles qui dure tant que le lien conjugal est maintenu, ce qui n'est pas faux. Mais cela signifie-t-il que la femme n'a aucun choix à faire prévaloir le moment, la fréquence et la forme des relations sexuelles ?

Même si la loi ne reconnaît pas expressément le viol conjugal comme un fait infractionnel en soi, elle prohibe tout de même l'usage de la menace, de la contrainte et de la violence, même dans le ménage. Le conjoint victime de viol conjugal dans un univers juridique qui ne prévoit pas une telle infraction, pourra tout au moins, invoquer le délit de coups et blessures volontaires. Mais il sera difficile de prouver une intention coupable, précisément une volonté de nuire, chez la personne mariée qui entretient des rapports sexuels avec son conjoint contre son gré, notamment lorsque la personne n'a agi que sous l'emprise du désir et de la passion avec la conviction d'exercer un droit (Barillon, 2004). Où se situe le viol ? Est-ce l'absence de consentement du conjoint ou l'usage de la violence ?

Toutefois, il existe un fossé important entre la volonté politique affichée et l'application des lois en la matière.

Peines prévues par type de violences sexuelles

Violence sexuelle	Qualification	Peine prévue	Références
Viol	Acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise.	Le viol est puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans. S'il a entraîné une mutilation, une infirmité permanente ou si l'infraction a été commise par séquestration ou par plusieurs personnes, la peine ci-dessus sera doublée	Article 320 du Code Pénal (loi n°99-05 du 29 janvier 1999)
Mutilations Génitales Féminines / Excision	Fait de porter atteinte ou de tenter de porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital d'une personne de sexe féminin par ablation totale ou partielle d'un ou plusieurs de ses éléments, par infibulation, par insensibilisation ou par un autre moyen	Emprisonnement de six mois à cinq ans. Lorsque les mutilations génitales auront entraîné la mort, la peine de travaux forcés à perpétuité sera toujours prononcée. Sera punie des mêmes peines toute personne qui aura, par des dons, promesses, menaces, influences, intimidation, abus d'autorité ou de pouvoir, provoqué ces mutilations sexuelles ou donné les instructions pour les commettre	Article 299 bis du Code Pénal (loi n°99-05 du 29 janvier 1999)
Harcèlement sexuel	Fait de harceler autrui en usant d'ordres, de gestes, de menaces, de paroles, d'écrits ou de contraintes, dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions	Emprisonnement de six mois à trois ans et amende de 50 000 à 500 000 FCFA. Lorsque la victime de l'infraction est âgée de moins de 16 ans, le maximum de la peine d'emprisonnement sera prononcée	Article 319 bis du Code Pénal
Pédophilie	Geste, attouchement, caresse, manipulation pornographique, utilisation d'images ou de sons par un procédé technique quelconque, à des fins sexuelles, sur un enfant de moins de seize ans de l'un ou l'autre sexe	Emprisonnement de 5 ans à 10 ans. Si le délit a été commis par un ascendant ou une personne ayant autorité sur le mineur, le maximum de la peine sera toujours prononcé. La tentative est punie comme délit consommé	Article 320 du Code Pénal (loi n°99-05 du 29 janvier 1999)
Inceste	Relations sexuelles entre un homme et une femme liés par un degré de parenté qui les empêche de se marier. Le code de la famille prohibe le mariage de toute personne avec ses ascendants ou ceux de son conjoint, ses descendants ou ceux de son conjoint, les descendants de ses ascendants ou ceux de son conjoint	Sera puni d'un emprisonnement de 5 ans, l'attentat à la pudeur commis par tout ascendant ou toute personne ayant autorité sur la victime mineure, même âgée de plus de treize ans	Article 319 du Code Pénal
Mariage précoce	Mariage d'une fille de moins de 16 ans	Amende de 25 000 à 60 000 F CFA. Peine d'emprisonnement de 6 à 12 mois pour l'autorité de l'état civil s'il ne s'est pas assuré du consentement	Art. 111 du Code de la Famille Art. 18 de la Constitution de 2001
Consommation du mariage sur enfant de moins de 13 ans	Fait d'accomplir ou de tenter d'accomplir l'acte sexuel sur la personne d'un enfant en-dessous de 13 ans à l'occasion d'un mariage célébré selon la coutume	Deux à cinq ans d'emprisonnement. S'il en a résulté pour l'enfant des blessures graves, une infirmité, même temporaire, si les rapports ont entraîné la mort de l'enfant ou s'ils ont été accompagnés de violences, le coupable sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans. Le mariage précoce doit être annulé par le juge	Article 320 du Code Pénal

Fonctionnement de la justice et procédures de saisine en cas de violences sexuelles

Les résultats de la recherche montrent que la justice non formelle, c'est-à-dire coutumière, est le premier recours des communautés en cas de violences sexuelles. Elles saisissent rarement la justice formelle (étatique), si elle l'est, c'est généralement en dernier ressort. La méconnaissance des mécanismes de saisine de la justice ou le non respect des procédures en sont les principales causes. Pour lutter contre l'impunité des violences sexuelles, les victimes et leurs proches doivent maîtriser les procédures de saisine de la justice formelle et la conduite à tenir pour préserver les preuves.

Qu'est ce que la justice formelle ?

La justice formelle est incarnée par les services étatiques chargés d'appliquer les lois dans un pays. Il s'agit principalement des cours et tribunaux (Cour Suprême/Conseil constitutionnel, Cour d'appel, Tribunaux d'Instance et de Grande Instance, etc).

Quelles sont les structures de justice à saisir en cas de violences sexuelles ?

Les victimes ou leurs proches peuvent saisir la Police, la Gendarmerie ou le Tribunal le plus proche, le Procureur de la République ou le Délégué du Procureur du Tribunal Départemental (du domicile de l'auteur) ou le Juge d'instruction.

Qui peut saisir les structures de justice formelle ?

En cas de violences sexuelles, la victime majeure, les parents ou tuteur légal d'une victime mineure peuvent porter plainte. Les proches ou toute autre personne ayant connaissance des faits peuvent néanmoins les signaler auprès de la Police ou de la Gendarmerie pour l'ouverture d'une enquête.

Quand saisir les structures de justice formelle ?

Les victimes de violences sexuelles ou proches doivent porter plainte le plus rapidement possible, aussitôt après la commission de l'acte. En effet, les violences sexuelles, en particulier le viol, nécessitent un traitement rapide car la durée de vie des preuves est très éphémère.

Pourquoi saisir les structures de justice formelle ?

En cas de violences sexuelles, les victimes ou proches peuvent saisir la justice pour obtenir la réparation du préjudice subi et pour sanctionner pénalement l'auteur de l'acte. La sanction est le meilleur moyen de dissuasion et de prévention des violences sexuelles.

Comment saisir les structures de justice formelle ?

Les victimes de violences sexuelles ou leurs proches peuvent saisir les structures de justice au moyen d'une plainte. La plainte peut revêtir deux (2) formes :

- Elle peut être orale et, dans ce cas, un procès-verbal sera dressé par la Police ou la Gendarmerie et transmis au Procureur de la République ou à son délégué ;
- Elle peut être écrite pour être adressée au Commissariat de Police, à la Brigade de Gendarmerie, au Procureur de la République ou à son délégué du Tribunal départemental.

Dans la plainte, il faut mentionner les éléments suivants :

- les noms, prénoms et adresse de celui qui porte plainte ;
- les faits ;
- la date et le lieu de l'acte ;
- les noms et adresses des témoins, s'il y en a ;
- la description des faits ;
- les certificats médicaux ;
- les photocopies de factures ou de tout document que vous jugez utile.

La plainte peut être nominative si l'auteur de l'acte est connu. Dans le cas contraire, la victime ou proche peut porter plainte contre X. Dans ce cas, il appartiendra à la police, à la Gendarmerie ou au Procureur d'ouvrir une enquête pour identifier le coupable de l'acte.

En principe, le dépôt de la plainte est gratuit sauf si la plainte est déposée auprès du Doyen des juges d'instruction pour une constitution de partie civile. La somme demandée est destinée à couvrir les frais de procédure. Il n'est pas non plus obligatoire de requérir au services d'un avocat, sauf si la victime ou les proches en ont les moyens.

Suivi de la procédure en justice par les victimes ou proches

Une fois la procédure déclenchée au niveau du tribunal, le Procureur de la République peut soit :

- Classer l'affaire sans suite, s'il estime que les faits ne constituent pas une infraction pénale. Dans ce cas, il est tenu de vous faire connaître sa décision dans un délai de 8 jours suivant la date de classement sans suite ;
- Décider de poursuivre l'auteur des faits devant le Tribunal après l'enquête de police ou de gendarmerie ou confier l'affaire à un juge d'instruction pour l'ouverture d'une information.

Au cours de la procédure, la victime peut pardonner à celui qui lui a causé un préjudice en retirant sa plainte. L'on parle alors de désistement. Cependant, en matière de violences sexuelles, le désistement de la victime ne signifie pas arrêt de la procédure pénale. En réalité, la victime en retirant la plainte renonce aux dommages et intérêts qui sont des sanctions civiles, mais la procédure pénale continue. L'auteur de l'infraction peut être condamné à une peine ferme d'emprisonnement ou à payer une amende.

En cas de violences sexuelles, veuillez :

- Ne pas éliminer les éléments de preuve : habits souillés, blessures sur la victime, etc. ;
- Photographier la victime si possible ;
- Chercher des témoins ;
- Faire établir un certificat médical par un médecin le plus rapidement possible ;
- Porter plainte à la Police, à la Gendarmerie ou au Tribunal ;
- Contacter les associations de défense des droits humains ;
- Consulter un psychologue.



Pourquoi l'impunité est souvent la règle

Au Sénégal, en général, et en milieu rural, en particulier, les violences sexuelles sont l'illustration même du crime parfait car les auteurs sont très rarement inquiétés, pour ne pas dire jamais. L'impunité est presque érigée en règle et la justice pour les victimes, l'exception. Cette impunité trouve son fondement dans un système dans lequel différents facteurs interdépendants interagissent.

Il faut en effet beaucoup de courage aux victimes et leurs proches pour saisir la justice et de la détermination pour suivre les procédures et tenter de rompre ainsi le cycle de l'impunité. Elles doivent supporter le poids de la stigmatisation, de l'exclusion, du manque de soutien de leurs familles et de leur communauté, ainsi qu'une grande insécurité, pour trouver le courage de s'engager dans une longue procédure afin d'obtenir justice et réparation. Ce long chemin parsemé d'embûches est aussi la cause de nouveaux traumatismes et déceptions car les victimes obtiennent rarement justice et jamais réparation.

Ainsi, outre le déséquilibre des rapports de genre, la persistance et l'impunité des violences sexuelles sont le résultat d'une conjonction de facteurs qui interagissent tels que les normes sociales, l'éloignement et le déficit en personnel et moyens des services publics médicaux et judiciaires, la pauvreté, en particulier chez les femmes, la conduite de la loi par les acteurs judiciaires, la duplicité des systèmes de justice, une justice non formelle qui ne constitue pas un rempart ni ne collabore avec la justice formelle, la culture du silence et le déni qui entourent ce fléau, etc.

Le déni social et la non dénonciation, premiers goulots d'étranglement

Les violences sexuelles découlent de certaines normes sociales genrées. Il est avéré que dans les sociétés rurales sénégalaises profondément patriarcales, le déséquilibre des rapports de genre et les pratiques traditionnelles nuisibles aux femmes restent très vivaces et fortement ancrées. L'impunité puise ses origines dans les rapports de domination entre homme et femme, en même temps qu'elles participent à les entretenir (Delage et Tanné, 2013).

En effet, les pesanteurs socio-culturelles constituent la première entrave à l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles car elles sont à l'origine de la non dénonciation qui se traduit par le silence des victimes et la dissimulation par les familles. En effet, 59% des répondants considèrent la dissimulation comme étant la première réaction des victimes et 66.3% comme l'entrave principale à l'accès à la justice pour les victimes.

Les résultats démontrent en effet que ce sont le sentiment de honte, le déni, le risque de stigmatisation, de représailles physiques et mystiques qui contraignent les victimes à se murer dans le silence. Ils montrent aussi que les femmes, en particulier les mères, instigatrices de l'omerta, jouent un rôle primordial dans la dissimulation des viols, dans la perpétuation des MGF/Excision et du mariage précoce, ceci au nom de l'honneur familial et de la pureté sexuelle.

La recherche révèle en particulier que 54.6% des mères privilégient la dissimulation en cas de viol et s'il est suivi de grossesse, elles préféreraient à 61.5% le mariage avec l'agresseur. Cependant, cette attitude des mères n'est pas toujours voulue et découle généralement de leur statut social et des attentes de la société à leur endroit pour inculquer des valeurs à leurs filles.

Il faut, par ailleurs, noter que la dissimulation par les mères intervient au sein même de la famille, c'est-à-dire avant que la violence ne soit divulguée et avant la saisine de la justice non formelle.



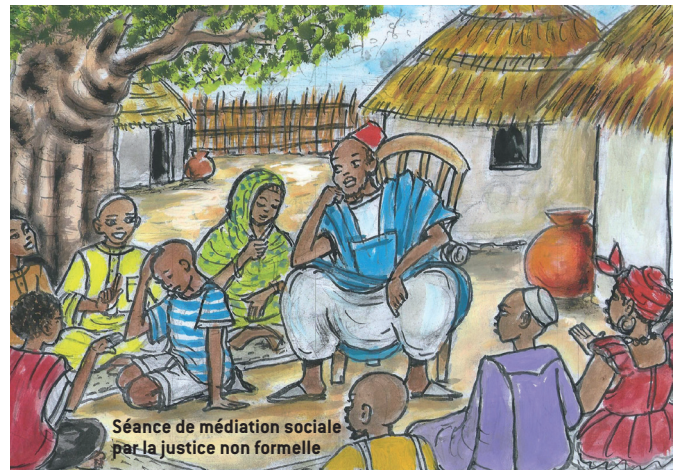
La justice non formelle, comme premier recours

Quand la famille de la victime décide de dénoncer, elle s'adresse en priorité à la justice non formelle, coutumière. Nos sociétés, malgré une ouverture sur le monde, gardent encore jalousement un certain conservatisme qui est toutefois plus marqué en milieu rural où la notion de famille et le sens donné à la vie en communauté peuvent avoir une connotation différente de l'entendement que l'on pourrait en avoir dans les zones urbaines. En effet, en milieu rural, la parenté n'est pas uniquement biologique, elle est aussi sociale. Le système de médiation mis en place et qui concourt au maintien de la cohésion sociale en est la parfaite illustration.

La justice non formelle, qui n'a ni la vocation, ni les moyens de sanction, est exercée par les hommes et est essentiellement structurée autour du Chef de village communément appelé « Diarga », des chefs religieux et d'autres notables du village. Les mécanismes de résolution des conflits sont des dispositifs référentiels acceptés et dont ils sont les garants. Ils veillent à ce que toutes les formes de conflit mêmes les plus graves soient traitées dans le cercle restreint des familles et/ou au sens large de la communauté. Et les violences sexuelles, tous genres confondus n'y échappent pas, la priorité étant accordée à la médiation sociale que ces communautés appellent le « Djokéré endame ».

Il convient ici de relever l'ambiguïté de la position du Chef de village qui est à la fois un auxiliaire de l'administration placé sous l'autorité du Maire et du Sous-Préfet et acteur majeur de la justice non formelle. Or, les textes stipulent que tout acte répréhensible par la loi, y compris les violences sexuelles faites aux femmes, doit être porté devant les autorités administratives car le Chef de village n'est pas habilité à rendre des décisions de justice. De surcroît, le Chef de village est le Président du Comité villageois pour la protection de l'enfance dans le cadre des stratégies mises en place par le Comité Départemental pour la Protection de l'Enfance au niveau communal.

Aussi, dans certaines communes, des Chefs de village sont en conflit avec les Sous-Préfets. Selon ces derniers, le Chef de village ne doit pas verser dans des considérations subjectives liées à la famille, à l'appartenance ethnique ou religieuse, etc. Son rôle consiste à observer la neutralité la plus absolue dans le règlement des problèmes et à transférer ceux qui ne relèvent pas de ses compétences au niveau départemental.



Des divergences de points de vue et de posture dans la prise en charge des cas de violences sexuelles font que dans certaines communes, les relations entre ces autorités sont parfois délétères. L'une veille à tout prix à ce que force reste à la loi et l'autre est plus préoccupée par le maintien de la cohésion sociale, au détriment des droits humains de la femme et de l'enfant.

Parlant des pratiques de la justice non formelle dans les cas de violences de sexuelles, par exemple dans un mariage précoce ou forcé, les médiateurs vont s'évertuer à convaincre la victime de rester dans les liens du mariage et en cas d'échec de la médiation, ce qui arrive rarement, la dot est remboursée. Dans le cas de viol suivi de grossesse, deux options s'offrent à la victime : accepter de se marier avec son agresseur ou une prise en charge de la grossesse par celui-ci ou sa famille. La victime finit généralement par accepter car elle a été convaincue dans son éducation que le fait qu'elle soit née femme la place irrémédiablement dans une position inférieure à l'homme. Sa socialisation qui passe forcément par les liens du mariage la pousse à accepter sa situation puisque se dit-elle, je vais finir de toute façon par me marier car dans cette société, le regard social est peu tolérant vis-à-vis des jeunes filles célibataires. Si la victime persiste dans son refus, elle sera tout de même donnée en mariage mais passera pour une personne qui bafoue les us et coutumes et fait honte à ses parents, à sa famille et à la communauté toute entière.

Si les victimes décident de saisir la justice formelle, elles font face à des entraves techniques et structurelles plus ou moins importantes selon le pays.

Ester en justice, un parcours d'obstacles

La lutte contre les violences sexuelles requiert d'une part des institutions répressives avec des capacités et des ressources suffisantes et d'autre part, des structures sanitaires et un dispositif permettant la prise en charge des victimes et l'établissement des preuves, élément fondamental pour obtenir la sanction des auteurs et la réparation pour les victimes. Sur ce plan, de nombreuses lacunes sont notées dans le système judiciaire. Le manque d'infrastructures et de ressources au sein des juridictions militaires et judiciaires constitue un obstacle majeur à la poursuite judiciaire des auteurs présumés de violence sexuelle.

Des facteurs techniques contraignants qui ne favorisent pas la saisine de la justice

L'enclavement des villages et l'éloignement et le déficit de structures et de personnel de santé représentent un des premiers freins majeurs à la saisine de la justice. Cette situation rend difficile la constatation à temps du viol par certificat médical dont le coût s'élève à 10 000 FCFA, qui ne sont souvent pas à la portée de ces populations. Il s'y ajoute les restrictions liées à la compétence habilitée à délivrer le certificat médical, du ressort exclusif du médecin.

Le déficit d'infrastructures, de personnel et de moyens judiciaires constitue également un autre frein majeur. Les services judiciaires sont caractérisés par une répartition inégale sur le territoire national. Par exemple, avec une population de 662 455 habitants (ANSD, 2013), la région de Kolda ne compte que 5 postes de Gendarmerie, dont un seul dans les communes cibles, à Bokonto, et trois tribunaux, dont deux d'Instance et une de Grande Instance. Avec 4 juges au siège et un juge d'instruction, cette dernière est située dans la ville de Kolda et est la seule habilitée à traiter les infractions pénales. Elle compte également un procureur avec un seul substitut. La région ne compte qu'un seul avocat résident.

Des entraves inhérentes au cadre juridico-institutionnel et à la pratique de la loi par les agents judiciaire

Une fois déterminées à saisir la justice formelle, les victimes font face à une justice souvent peu efficace. Au Sénégal, non seulement le viol conjugal n'est pas reconnu pour des raisons socio-religieuses, mais en plus les peines prévues contre les violences sexuelles par le code de procédure pénale sont légères. Elles vont de 6 mois minimum aux travaux forcés à perpétuité lorsque les violences sexuelles entraînent la mort.



En outre, si les mariages précoces sont interdits au Sénégal, la loi laisse un vide juridique sur la consommation d'un mariage avec une mineure âgée entre 13 et 16 ans. En effet, le code de la famille fixe l'âge du mariage au Sénégal à 18 ans, mais avec possibilité de dérogation pour les filles qui peuvent se marier à 16 ans révolus, sauf dispense accordée par le Président du Tribunal régional. Les mariages précoces peuvent être annulés lorsqu'ils sont portés à la connaissance du juge, cependant, il est très rare d'y parvenir parce que les familles constituent les principales instigatrices.

Toutefois, il existe un vide juridique concernant la consommation du mariage entre 14 et 16 ans, cela d'autant plus que dans les cas de consommation de mariage pour les mineurs, le détournement de mineur ne peut être invoqué du fait justement de la conclusion d'un mariage qui semble effacer l'intention coupable de l'époux. Selon l'article 348 du code pénal, lorsqu'une mineure enlevée ou détournée aura épousé son ravisseur, celui-ci ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui ont qualité pour demander l'annulation du mariage et ne pourra être condamné qu'après annulation effective.

L'autorisation du mariage précoce à partir de l'âge de 16 ans témoigne d'une absence d'harmonisation des textes nationaux avec les instruments internationaux et régionaux. Il existe en effet un décalage entre le code de la famille, qui fixe l'âge du mariage à 16 ans et la Charte africaine pour les droits et le bien-être de l'enfant, ratifiée et qui établit l'âge légal à 18 ans. D'autres exemples d'absence d'harmonisation avec les instruments internationaux et régionaux peuvent être relevés.

La consommation d'un mariage forcé n'est pas punie pénalement. Cela laisse un autre vide juridique dans la mesure où la femme victime d'un mariage forcé, donc qui ne consent ni au mariage ni aux relations sexuelles qu'il entraînerait ne pourra se plaindre de violence sexuelle du fait de l'époux si elle n'est pas âgée de moins de 13 ans.

Les pouvoirs publics doivent donc prendre des mesures législatives pour une couverture pénale intégrale des violences sexuelles en enrôlant des faits comme le mariage forcé ou le mariage précoce qui sans être des violences sexuelles en elles-mêmes, y conduiront certainement.

Pour trouver une solution endogène qui satisfasse les communautés accablées par les violences sexuelles, ces contraintes devraient être discutées sur la place publique. Malheureusement, victimes, auteurs et communautés sont coupés de l'information judiciaire sur les violences sexuelles en raison de l'absence de reddition de compte des autorités judiciaires. L'on peut admettre que la justice s'attache à préserver la confidentialité des éléments d'une enquête en cours, mais cela ne devrait pas contrarier le droit des citoyens à l'information publique. Souvent, les victimes ayant saisi la justice avec l'appui de leur famille éprouvent des difficultés à obtenir des informations sur l'état d'avancement de leur dossier et finissent par se décourager.

En plus des limites susmentionnées, l'ignorance de la loi et des procédures de saisine des instances judiciaires représente aussi un frein important à l'accès à la justice.



Dysfonctionnements dans les procédures judiciaires

Absence d'une culture de reddition des comptes

Des failles sont constatées dans l'accueil et l'écoute des victimes, le rassemblement et la conservation des preuves, la recherche des auteurs, le maintien des plaintes, souvent retirées, l'accès à l'information des plaignantes souvent difficile, la transmission des dossiers voire des dérives dues au manque de formation adéquate des agents judiciaires. Tout ceci pose le problème de la reddition des comptes des acteurs judiciaires. Certains agents judiciaires rechignent à sanctionner les auteurs, faute de preuves irréfutables selon eux et semblent même être plus préoccupés par le sort des auteurs que par les conséquences de l'acte et de l'impunité sur la victime. Comme en témoigne les propos de ce juge qui disait « 10 ans de prison dans la vie d'un homme, c'est beaucoup, donc il faut toutes les preuves pour le condamner ». A cela s'ajoutent des suspicions de consentement ou de provocation et la remise en cause de la parole des victimes.

Manque de confiance dans la justice

Tous ces obstacles ont comme conséquence un manque de confiance aux institutions judiciaires qui freine la promptitude des victimes à saisir la justice. Elles sont souvent stigmatisées par des agents judiciaires et n'ont plus foi en l'efficacité du système judiciaire, du fait de l'absence de moyens, d'autant plus que les personnes accusées bénéficient souvent de relaxe faute de preuves. Les victimes et leurs proches en arrivent parfois à regretter d'avoir porté plainte, quand elles n'obtiennent pas justice ni réparation, alors que le forfait dont elles ont été victimes est divulgué.

De plus, les procédures complexes, longues et coûteuses, l'analphabétisme et l'illettrisme, qui touchent essentiellement les femmes, la méconnaissance des lois, du fonctionnement du système judiciaire, des mécanismes de saisine rendent incertaine l'issue d'un recours à la justice.

Déficit de prise en charge psychosociale adéquate

Selon les résultats de la recherche, 18% des répondants et 59% des victimes directes considèrent le traumatisme psychologique comme l'une des conséquences les plus dévastatrices des violences, en particulier en cas de viol. Cela témoigne du besoin réel d'assistance psychosociale des victimes.

Malheureusement, bien qu'il existe une structure dédiée dans la chaîne de référencement mise en place par l'État dans le cadre du Comité Départemental de Protection de l'Enfant (CDPE), il semblerait que les pouvoirs publics et même les organisations de lutte contre les violences sexuelles n'ont pas réellement pris la mesure de l'importance de cet aspect dans la prise en charge des victimes et leur reconstruction. Non seulement, les zones rurales cibles sont confrontées au manque criard d'infrastructures sanitaires mais également les médecins spécialistes y sont quasi inexistantes. La seule structure qui peut apporter de l'accompagnement psychologique aux victimes est le Centre Académique de l'Orientation Scolaire et Professionnelle (CAOSP). Il n'est pas systématiquement saisi par les victimes, en particulier adultes, soit parce qu'elles ignorent son existence, soit parce que la recherche de l'aide psychologique n'est pas un réflexe dans nos sociétés en cas de traumatisme.

Absence de mesures de protection des victimes et des témoins

Pour rendre justice aux victimes et prévenir les violences sexuelles, la lutte contre l'impunité des auteurs doit inclure un dispositif et des mesures de protection des victimes et des témoins.

Mais au Sénégal, cet aspect est peu pris en compte car il n'existe pas de disposition légale incriminant l'intimidation et les menaces prononcées à l'égard des victimes ou des témoins. Cette absence de mesures de protection des victimes et des témoins constitue aussi une entrave non négligeable à l'accès à la justice. Dans ces zones où la victime ne peut pas décider seule d'aller en justice sans le consentement de sa famille, voire de sa communauté, l'absence de mesures de protection contribue fortement à l'impunité.

Il en est de même pour les témoins qui ne bénéficient d'aucune mesure de protection contre les représailles ou l'intimidation et pour qui, parler équivaudrait à trahir sa communauté car « quiconque sait et parle est un traître ». Cette situation favorise l'omerta et rend difficile la sanction des auteurs dans la mesure où les preuves sont difficiles à fournir. Protéger les témoins pourrait mieux encourager ceux qui savent à parler.

Cette absence de dispositif de protection des victimes a aussi un impact sur l'occurrence des mariages précoces car les jeunes qui s'y opposent n'ont pas un cadre qui pourrait les accueillir et les aider. Certaines ONG, notamment La Lumière, ont un centre qui œuvre dans ce sens en apportant écoute, accompagnement et hébergement à des jeunes filles mais avec des moyens et une capacité d'accueil limités.

^{*}La notion d'autonomisation est utilisée ici dans la perspective d'Oxfam (2012) qui est définie comme un « processus par lequel un individu accroît le contrôle qu'il a sur lui-même, sur ses idées et sur les ressources liées au pouvoir »

Malgré les avancées significatives notées grâce à l'action de l'ensemble des acteurs, les violences demeurent impunies. Il est en effet difficile d'obtenir une condamnation. La plus grosse difficulté pour la justice est de rassembler les preuves, qui permettraient de juger les auteurs de ces actes. Tant que cette impunité perdurera, les violences sexuelles continueront. C'est dire qu'en dépit des actions menées jusqu'ici, des efforts devront être déployés pour qu'enfin, la peur change de camp.

Afin d'apporter à la problématique des violences sexuelles en milieu rural des réponses concrètes et mieux adaptées à leurs réalités, le RADI préconise un ensemble de solutions interdépendantes, qui ne sont pas certes une panacée, mais qui prennent en considération les particularités, notamment culturelles et sociologiques, des zones cibles.

La stratégie testée par le RADI propose des modèles alternatifs d'accès à la justice qui consistent à défier les normes sociales et influencer les comportements, pratiques et politiques pour un changement durable afin de bâtir des communautés saines sans violences (Soares Pinto, 2009). Des communautés où les femmes et les filles ne seraient plus victimes de violences quotidiennes et surnoises, par le simple fait d'appartenir à cette catégorie de sexe.

L'un des principes fondamentaux de cette stratégie est de partir de l'existant aussi bien en termes d'activités que d'acteurs qui les portent. Elle privilégie une démarche participative et partenariale qui devra aboutir au développement de solutions endogènes, portées par les comités d'autonomisation.

La stratégie du RADI en 5 points

- Nouer une alliance au niveau local avec les femmes et les organisations de défense des droits des femmes ;
- Coproduire avec elles des connaissances probantes et désagrégées ;
- Créer des Comités d'autonomisation*, qui mettent l'accent sur les femmes mais doivent favoriser l'implication des hommes, jeunes et leaders communautaires ;
- Induire l'autonomisation légale des femmes et de leurs communautés ;
- Mener une campagne de sensibilisation des communautés pour favoriser le changement des normes sociales et un plaidoyer à l'endroit des autorités politiques et agents judiciaires, pour l'application effective des lois, l'évolution des politiques et pratiques du système judiciaire et la reddition des comptes.

Développer des connaissances et partager l'expertise

La recherche joue un rôle important dans la lutte contre les violences sexuelles. Elle permet une meilleure connaissance du phénomène, d'alimenter les débats et d'éclairer les politiques/décideurs et l'action de la société civile afin de développer des solutions endogènes avec les communautés. En résumé, les actions et les discours doivent être sous-tendus par des données scientifiques fiables et probantes.

Aussi, grâce aux données produites par cette recherche et diffusées largement auprès de l'ensemble des acteurs, des actions concrètes ont été initiées. C'est ainsi que des outils et stratégies permettant de contribuer à l'autonomisation légale des femmes et de leurs communautés ont été produits, des réformes judiciaires. L'autonomisation légale des femmes et de leurs communautés vise une remise en question des croyances et stéréotypes favorisant, voire légitimant, les violences et leur impunité.

Mettre en place des Comités locaux d'autonomisation

La lutte contre l'impunité des violences sexuelles et leur prévention nécessite une approche à la fois multi-acteurs et intégrée permettant une synergie opérationnelle des actions qui repose sur la collaboration et la complémentarité des acteurs ainsi que l'implication pleine des populations locales pour trouver des solutions émanant d'elles. Ainsi, un partenariat a été noué depuis le début du projet entre le RADI, les organisations de défense des droits des femmes et des femmes leaders au niveau des zones d'intervention pour participer à toutes les étapes du projet et favoriser davantage son ancrage dans les communautés.

En plus de ce partenariat, le RADI a mis en place des Comités d'autonomisation dans chaque commune d'intervention composée de femmes (présidentes de Groupement de Promotion Féminine, Badianou Gox, anciennes exciseuses, victimes, relais d'organisations, mères de famille), de jeunes filles et garçons, de collégiens, de pères de familles, de membres d'organisations communautaires de base, de leaders coutumiers et religieux, de chefs de village mais aussi d'agents de santé et d'acteurs de l'enseignement. Les femmes et leurs communautés ne sont pas seulement les bénéficiaires des actions du RADI, elles en sont les principales actrices.

Il s'agit ici de créer un réseau dans lequel les femmes et leurs alliés luttent de concert contre l'impunité. En plus de renforcer le leadership des femmes, ces réseaux créent les conditions pouvant faciliter la prise de conscience, la dénonciation mais aussi l'interpellation des systèmes de justice pour une reddition des comptes. L'appartenance des membres des Comités aux communautés favorise la confiance et facilite l'acceptation et l'appropriation des activités par les populations.

Par ailleurs, la composition des Comités témoigne d'une volonté d'impliquer activement les hommes comme alliés des femmes et des jeunes, principaux leviers de changements positifs. L'implication des porteurs de voix et chefs de villages, détenteurs du pouvoir de la justice non formelle, est aussi un moyen non seulement de faire d'eux des alliés des femmes mais aussi de les sensibiliser sur les méfaits de la médiation sociale et des arrangements en particulier en cas de viol. Une fois les chefs communautaires convaincus, ils pourront à leur tour convaincre leurs communautés villageoises. Leur parole est très écoutée et peut avoir un impact fort sur les comportements et pratiques.

Tous les acteurs enrôlés se sont engagés de façon formelle et écrite à lutter contre les violences sexuelles et pour l'accès à la justice. Cet engagement s'est traduit par des actions conjointes menées avec les femmes et pour les femmes et les filles.

Renforcer les capacités des femmes par la formation

Il est important de renforcer les capacités des femmes et de leurs alliés pour qu'ils soient plus conscients de leurs droits mais aussi des mécanismes de saisine de la justice et qu'ils développent des compétences pour sensibiliser et convaincre leur communauté de favoriser le recours à la justice formelle. Il s'agit donc de contribuer à l'autonomisation légale des femmes et de leurs alliés, à travers un processus d'autonomisation légale individuelle et collective.

Qu'est-ce qu'une autonomisation légale individuelle et collective ?

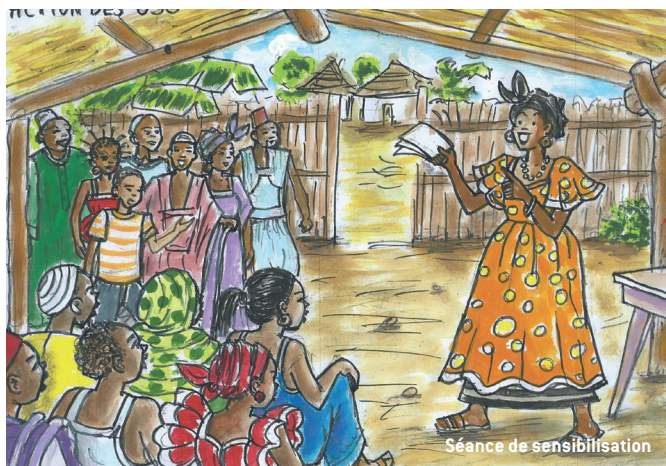
L'autonomisation individuelle consiste à « apprendre aux femmes et aux filles à éliminer elles-mêmes les violences sexuelles de leur propre vie et à revendiquer leurs droits » ; s'agissant de l'autonomisation collective, « des membres d'associations et d'autres groupes sociaux, notamment les hommes, sont autonomisés pour défendre les droits des femmes et des filles à vivre en toute sécurité » (Oxfam, 2012).

Le renforcement des capacités en matière judiciaire est l'un des piliers de la stratégie du RADL. Aussi, il a formé des parajuristes, membres des communautés et mis en place des Comités de plaidoyer et de dénonciation. Les femmes et leurs alliés ont reçu des formations portant sur plusieurs modules thématiques dont « Droits Humains, Genre et Violences Basées sur le Genre (VBG) », « Organisation judiciaire et techniques de saisine de la justice » et « Techniques de communication, de lobbying et d'animation de causeries. »

Ces formations fournissent non seulement aux femmes et à leurs alliés les outils nécessaires dont ils ont besoin dans leur processus d'autonomisation mais également contribuent à renforcer le leadership féminin, la prise de conscience des droits des femmes et la connaissance des procédures de saisine ainsi que leurs capacités à demander la reddition des comptes.

Sensibiliser et plaider pour susciter le changement

Une fois constitués et leurs capacités renforcées, les Comités se sont déployés pour mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer sur la base d'un plan d'action élaboré de façon participative avec le soutien de l'équipe de recherche et avec des outils de communication produits à partir des résultats de la recherche. L'objectif est d'une part de susciter de l'intérieur un changement des normes sociales, hautement patriarcales, qui réduisent les femmes au silence et freinent l'accès à la justice, et d'autre part de faire connaître la législation pénale et civile en matière de violences sexuelles et les mécanismes de saisine de la justice et de suivi des procédures. Ces actions ont également pour but la reddition des comptes aussi bien de la justice formelle et non formelle que des organisations de défense des droits des femmes.



Cette mobilisation combine campagnes de masse (causeries villageoises, foras, émissions en langues locales sur les radios communautaires et antennes régionales des médias nationaux, activités ludo-éducatives dans les collèges, etc.) et communication de proximité notamment des discussions personnelles.

Discussions interpersonnelles

Les cibles sont d'abord les victimes et leurs proches, en particulier les femmes « gardiennes des traditions » mais aussi les acteurs de la justice non formelle, constitués par les leaders coutumiers et communautaires, qui privilégient généralement la médiation sociale à la sanction pénale.

Causeries villageoises

Elles portent à chaque fois sur une thématique spécifique tout en mettant l'accent sur la prévention, la législation pénale, les mécanismes de saisine et le fonctionnement de la justice, les pesanteurs socioculturelles entravant la dénonciation, les méfaits de la médiation sociale à tout prix, la conduite à tenir en cas de viol pour préserver les preuves, etc. Elles traitent également de l'influence des normes sociales sur les comportements à l'égard de la femme, considérée comme étant inférieure à l'homme et sur la perception de son corps, souvent perçu comme une « chose publique ».

Foras dans les communes

Les foras permettent non seulement de toucher le plus de communautés possible et de diversifier les profils des cibles mais aussi d'expliquer le processus de saisine par un expert. Pour cela, le RADL a fait appel à un juge qui a, à la fois, une bonne maîtrise de la problématique mais aussi des normes sociales locales qui entravent l'accès à la justice. L'organisation et le fonctionnement de la chaîne de référencement des victimes mise en place dans le cadre du CDPE est expliquée par un agent du CDPE, dont le RADL a sollicité les services pour l'animation des Foras. Cette chaîne de référencement cible certes les enfants mais peut être utilisée pour les adultes.

Activités scolaires ludo-récréatives

Toutes les stratégies de lutte contre les violences sexuelles appellent à un changement de modèle d'éducation. L'éducation semble être l'un des meilleurs moyens de lutter contre les inégalités et les violences. Elle permet la déconstruction des stéréotypes sexistes et des processus de violences. Il s'agit ici d'une éducation par les pairs au sein des écoles. Ces activités sont portées par des jeunes filles et garçons, agents de changement, élèves dans les collèges des zones cibles, sous la supervision du personnel enseignant qui encadre les membres des Comités. D'ailleurs, certains parmi ces collégiens sont déjà membres des Comités d'autonomisation de leur commune.



Ces activités ont un double objectif. En effet, les jeunes filles sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles et en sont d'ailleurs les premières victimes. Si elles sont sensibilisées, elles pourront non seulement se protéger mais aussi relayer le message et avoir ainsi un impact plus fort. De même, les garçons auront une meilleure connaissance des droits des filles et apprendront alors à les respecter. Les activités menées dans ces collèges devront conduire ces jeunes à réinterroger les rapports de pouvoir entre les catégories de sexes et notamment le lien existant entre le pouvoir des hommes et les violences faites aux femmes et aux filles.

Emissions radios

Des émissions dans les radios locales viennent compléter ces activités pour davantage sensibiliser au-delà des communes cibles. Elles permettent une large diffusion du message pour la prévention et l'accès à la justice. Des membres des Comités sont désignés, en fonction de leur profil et du thème, pour animer ces émissions.

Plaidoyer auprès des décideurs politiques et des services judiciaires

Des résumés de recherche ont été produits pour un plaidoyer en faveur d'un meilleur accès à la justice des femmes victimes de violences sexuelles en zones rurales sénégalaises. Les recommandations formulées vont dans le sens de corriger les incohérences de la loi, de criminaliser le viol, de revoir le mode d'établissement des preuves, d'assouplir les restrictions concernant les compétences habilitées à délivrer le certificat médical, de le rendre gratuit, de mieux répartir les services judiciaires et de santé sur l'ensemble du territoire, de les doter de moyens humains et matériels conséquents et de qualité mais aussi de lutter contre l'interférence des facteurs socio-culturels dans l'application de la loi.

L'Etat du Sénégal doit également harmoniser les lois nationales avec les instruments internationaux ratifiés comme le CEDEF ou encore le Protocole de Maputo, pour une meilleure protection des droits des femmes et des enfants.





Bibliographie

ANSD, 2013. Direction Des Statistiques Démographiques Et Sociales, Rapport définitif RGPHAE

CHAMBERS, E., 2010. The Status of Rural Women in the Caribbean: 30 years after CEDAW. Presentation at the University of the West-Indies, UWI, Institute of Social and Economic Studies, 11th Annual Conference on Turmoil & Turbulence in Small Development States. Port-of-Spain, Trinidad, March 24-26.

FAYE, O. N., [dir], 2013. « Pour une élimination et une prévention de toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles en Afrique de l'ouest ». AFARD. Rapport d'une étude menée dans 10 pays

GEEP, avril 2016, Sénégal. Etude sur les grossesses précoces en milieu scolaire, Rapport d'étude.

GEEP, juin 2015, Sénégal. Etude sur les grossesses précoces en milieu scolaire, Rapport d'étude.

GESTES, 2015. Les violences basées sur le genre au Sénégal : la prévention comme alternative de sécurité et de justice », Rapport technique final, avec l'appui du CRDI

SOARES PINTO, R., 2009, « Les violences faites aux femmes en Afrique de l'Ouest : Une même lutte, plusieurs visages », source : http://www.afeas.qc.ca/wp-content/uploads/2009/08/Oxfam2009_violence.pdf.

ONU-Femmes, 2012. La situation de violences faites aux femmes : le mode de réponse et soutien aux survivantes dans les régions de Dakar, Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Louga, Saint-Louis et Thiès. Rapport d'étude.

OXFAM, 2012. « Eradiquer les violences faites aux femmes. Guide à l'intention du personnel d'Oxfam », www.oxfam.org

World Health Organization, 2010. Violence against women - Intimate partner and sexual violence against women. Genève, Organisation mondiale de la Santé.







Pour plus d'information :

<https://www.idrc.ca/fr/project/violences-sexuelles-et-acces-la-justice-pour-les-femmes-rurales-en>

Contact :

M. Dame Sall, Secrétaire Général du RADI / ANID

Villa 97, Ngor Virage en face SV CITY, BP 12 085 Dakar - Sénégal
radi@orange.sn - www.radi-afrique.org

Crédit photographique et illustrations : RADI / ANID

Cette publication a été réalisée dans le cadre d'une recherche soutenue par le Centre de Recherches pour le Développement International du Canada (CRDI)



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada